

***Économie des guerres civiles*, sous la direction de François Jean et Jean-Christophe Rufin, Hachette, Paris, 1996, 593 pp.**

Derrière un titre un peu racoleur, et qui couvre une problématique beaucoup plus large que celle traitée dans leur ouvrage, Jean Christophe Rufin, François Jean et quelques autres nous font pénétrer dans une sphère toute à fait passionnante : comment les nouveaux conflits se financent-ils ?

En effet, après la guerre froide et son système simple de « parrains politiques » qui prenaient en charge le coût de la guerre, d'une façon ou d'une autre, est venu le temps des conflits pour lesquels il est difficile de trouver un nom. À une simplicité bipolaire (au moins en apparence) a succédé le règne de la complexité, de la diversité, de l'hétérogénéité, de la réversibilité et celui de la mondialisation. Il n'était plus possible d'avoir une grille de lecture idéologique simple. Alors, pour essayer de comprendre, les auteurs sont partis de la base, « du nerf de la guerre », et ont tenté de voir où ceci mènerait. De plus, et le titre de l'ouvrage le rappelle, les guerres internationales se font rares : où sont, dans les guerres de milices d'aujourd'hui, les ministres du Budget, de la Défense, des Affaires étrangères qui pouvaient allouer, de part et d'autres de la ligne de front, des ressources aux efforts de guerre ?

Rappelons-le encore ici : l'ouvrage ne traite pas de l'ensemble des aspects économiques de la guerre ni de ses éventuelles « causes économiques », ni de la façon avec laquelle les individus, acteurs et objets économiques, tentent de survivre dans la guerre. Il traite de façon assez détaillée de l'origine des fonds qui permettent aux guerres d'exister et de perdurer.

« Économie des guerres civiles » s'articule en quatre parties : l'avant-propos pose la problématique de l'ouvrage et du sujet. Ensuite vient un cadre théorique qui permet de définir une typologie des dynamiques économiques en situation de conflit. Une série d'études de cas (Liban, Kurdistan, Afghanistan, Cambodge, Sud-Soudan, Bosnie-Herzégovine, Libéria, Mozambique, Pérou-Colombie), écrites chaque fois par des spécialistes, explicite différents sujets. La dernière partie est constituée de

plusieurs études transversales (embargo et criminalisation, territoires et réseaux, drogue, aide humanitaire et économie de guerre, etc.).

À la recherche d'un cadre théorique

Les guerres se nourrissent de cinq types principaux de ressources : celles mises à disposition par un autre pays, le contrôle de l'aide internationale, l'extraction de biens à partir de la population, la mainmise sur des ressources exportables, enfin, le contrôle du fonctionnement de tout ou partie du système économique qui accompagne souvent les situations de pénurie lors des conflits. L'introduction théorique élabore une typologie des conflits, en fonction de l'origine du système qui génère les fonds permettant à la guerre d'exister. Pendant la guerre froide coexistaient deux grands types d'économie de guerre : d'une part, celle dite d'économie des guerres fermées dans des pays ou des contextes cherchant plus le soutien de la population que celui de l'extérieur ; d'autre part, celui, beaucoup plus fréquent, de l'économie des guerres ouvertes, s'appuyant sur les sanctuaires transfrontaliers. Ces sanctuaires, décrits en détail par J.-C. Rufin dans un autre ouvrage (*Le piège humanitaire*, 1985) étaient, selon les cas, plus ou moins militaires ou humanitaires, mais servaient le même objectif : garder un sas par lequel faire venir les ressources destinées au conflit. La fin de la guerre froide a, selon les auteurs, rendu sans lendemain ces stratégies. Pourtant, la crise des réfugiés rwandais au Zaïre et l'instabilité qui, de ce fait, a perduré au Rwanda depuis 1994, entraînant les événements que l'on sait, laisse penser que les stratégies de sanctuaires ont peut-être encore de belles heures devant elles. Quoi qu'il en soit, les conflits de l'après « chute du mur de Berlin », guerres sans enjeu idéologique classique, doivent s'alimenter quelque part : il faut payer les soldats, acheter des armes, des munitions, etc. Les acteurs de ces conflits ont donc développé des stratégies d'autofinancement existant déjà pour la plupart, mais qui apparaissaient insignifiantes devant d'autres mannes. Ce sont les économies de pillage, de captage de l'aide internationale, de taxation (économie milicienne), les liens avec les trafics de drogue, le développement des réseaux mafieux pour contrôler les flux de biens et d'argent, le contrôle des ressources naturelles (forêts) ou d'extraction (gemmes, latex). L'auteur souligne l'importance nouvelle de ces stratégies économiques en termes de conduite des hostilités, propos tout à fait d'actualité pour le CICR. Ainsi, à la stratégie de pillage à l'encontre de l'habitant correspondent les situations de guérilla diffuse avec, souvent, la terreur à la clé (Sentier Lumineux au Pérou, RENAMO au Mozambique, etc.). Si la guerre se finance à partir du contrôle de ressources extractibles, elle devient presque nécessairement une guerre de position : contrôle des

mines et des plantations, des routes et des ports. Lorsque l'économie du conflit passe par la croissance de la production de drogue, elle s'inscrit dans l'espace par l'existence de zones « *off limit* », et gare aux équipes humanitaires qui voudraient s'y aventurer ! Quand l'enjeu majeur tourne autour de la captation de la manne humanitaire, on assistera à une lutte pour le contrôle des points d'entrée et de distribution de celle-ci, ainsi qu'au développement de taxation des populations bénéficiaires. Enfin, lorsque la criminalisation devient le moteur du système de financement d'un conflit, puis de l'autorité et de la puissance de ses acteurs, celui-ci prendra vite des aspects très particuliers et très dangereux : Novy Atagi est peut-être là pour nous le rappeler. La grande difficulté vient de la capacité qu'ont ces différentes formes à se combiner, processus sous la dépendance de trois facteurs : le morcellement (facteur interne), les réseaux des diasporas, enfin, la mondialisation des échanges et du crime organisé.

Manque à cette réflexion de qualité une analyse des réponses des populations et des acteurs à ces situations : comment l'économie fonctionne-t-elle à la base, et permet-elle aux populations de survivre ? Les études de cas apportent à cet égard quelques éléments complémentaires.

Des réalités complexes à décortiquer

Selon une méthode didactique maintenant bien rodée (notamment par MSF et la collection « Populations en danger » que dirige François Jean, l'un des deux codirecteurs de « Économie des guerres civiles »), une série d'études de cas cherche à illustrer le propos. Celles choisies portent sur cinq régions (Afrique, Asie, Moyen-Orient, Europe, Amérique latine) et on regrettera juste que l'ex-Union Soviétique manque à cette liste. Chacun des pays apporte des éclairages particuliers sur un ou plusieurs thèmes développés dans l'introduction. Ainsi le cas du Liban est-il particulièrement explicite sur les processus de dégradation du système de l'État, de l'apparition des économies miliciennes et du développement de la drogue. Le Kurdistan illustre plus particulièrement les dynamiques de clientélisme et de captation de l'aide internationale. Au Libéria, outre une mainmise régulière sur la logistique de l'assistance humanitaire, le conflit se finance grâce au commerce du latex avec de grandes compagnies telles que Firestone. L'exemple de l'Afghanistan est, lui, très parlant en ce qui concerne l'influence des problématiques économiques régionales dans la marche d'un conflit interne : les parrains, cette fois, ne sont plus mus par des raisons idéologiques, mais par la simple reproduction élargie du capital, et la guerre devient un moyen de mettre en place une nouvelle « carte

commerciale». Financements directs, facilités laissées aux réseaux de production et de transformation de la drogue, ouvertures faites à de nombreux trafics sont les modalités offertes aux combattants du camp choisi pour la mise à disposition des ressources destinées à la guerre. L'exemple cambodgien nous rappelle que si certaines forces politico-militaires continuent fortement de tenir un discours idéologique, et même d'utiliser la gabegie économique du gouvernement comme argument politique, ceci ne les empêche pas d'avoir des pratiques économiques minières vis-à-vis de leur propre pays : les forêts du nord et de l'ouest cambodgien payent ainsi le prix fort.

Éclairages transversaux

Quatre études transversales, appelées dans l'ouvrage de façon inadaptée « Facteurs généraux », complètent l'ouvrage d'une manière très pertinente. La première cherche à comprendre le lien entre embargo et développement de la criminalité. Tout d'abord, un premier regard sur une vingtaine d'expériences d'embargo montre finalement la faiblesse de cet outil de politique internationale. Il ne fonctionne en effet que lorsque l'enjeu est de peu d'importance et que le pays concerné est lui-même faible. Dès qu'il s'agit d'un État fort, ou d'un État faible, mais dont le territoire comporte des richesses, l'embargo est sans effet. Les modalités de détournement de l'embargo soit par l'État, soit par ses voisins, ont alors un résultat simple : le développement des réseaux parallèles, qui deviennent vite criminels. Enfin, on trouve toujours quatre résultantes à ces mesures : appauvrissement général de la population (et notamment des plus vulnérables), appauvrissement des appareils d'État, enrichissement d'un tout petit nombre et développement des réseaux mafieux. Dramatique ! C'est dans cette étude transversale sur l'embargo que l'économie de guerre au quotidien est le mieux approchée et mise en parallèle avec l'économie de la guerre proprement dite, de la gamelle au trésor des chefs de guerre, de l'évolution du profil des productions et des taux de change aux dynamiques inflationnistes et hyperinflationnistes, des stratégies d'épargne à la recherche de « valeurs refuge » (dollars, or, etc.). L'approche reste néanmoins très macro-économique, et le praticien des situations de crise cherche des références de micro-économie liées aux activités de la survie quotidienne : gonflement du secteur de la revente au détail, apparition d'activités nouvelles ou désaisonnalisées, décapitalisation progressive des appareils de production, etc.

La seconde étude porte sur le lien de plus en plus flagrant entre conflits internes et réseaux internationaux de la drogue. Durant la guerre froide, ce système était déjà partiellement utilisée, notamment par la CIA qui

finançait ainsi ses réseaux de montagnards au Viet Nam et au Laos. Il n'a pris que plus d'ampleur avec la fin des « parrains politiques », qui a permis l'affermissement des « parrains de la drogue ». Lorsqu'une faction en guerre cherche de l'argent facile, en grande quantité et mobilisable grâce à une logistique légère, elle doit pouvoir commercialiser des produits à haute valeur par unité pondérale. Tout le monde n'ayant pas les diamants de l'UNITA ou du RUF, restent le pavot, la coca, le cannabis. Du Pérou (voir l'étude de cas) aux montagnes de la Chine, en passant par l'Afghanistan et le Moyen-Orient, tous mettent le doigt dans l'engrenage, avec, au bout, le grand commerce international des narcotiques.

L'analyse transversale du rôle des diasporas dans le financement des conflits est d'une grande rigueur. La typologie esquissée, en fonction d'un nombre important de facteurs (ethniques, historiques, économiques, organisationnels, culturels, etc.), permet de reprendre des cas non traités dans l'étude, de les analyser de façon pertinente et de mieux en comprendre les dynamiques internes et le rôle dans le conflit spécifique qui les concerne. C'est donc bien d'un outil opérationnel qu'il s'agit.

Enfin, la dernière étude, certes intéressante, parle d'un sujet déjà traité (plus abondamment par les deux codirecteurs d'économie des guerres civiles entre autres) : les conflits perdurent-ils grâce à l'aide humanitaire ? Ils lancent un appel néanmoins salutaire à la vigilance : dans ce domaine comme dans bien d'autres, dès que l'on s'approche des crises, les candides ont avantage à s'abstenir !

Conclusion

Cet ouvrage de qualité, mêlant réflexions théoriques (tant en poléologie qu'en économie, en géographie ou en politique tout court) et confrontations avec la réalité hétérogène (ensemble d'études de cas) montre la grande diversité des situations et nous amène à mieux chercher ce qui relève des causes et ce qui ne tient que des effets. Si, dans certaines situations, l'économie a pu jouer un rôle déterminant dans le déclenchement des hostilités, dans la plupart des autres, elle reste subordonnée à des objectifs différents : politiques, sociaux, ethniques, sécuritaires, etc. Dans ces cas, l'économie ne fera que fournir le « carburant » au conflit. Ainsi serait-il faux et même dangereux de croire — et surtout de dire — que tous les combattants ne sont mus que par l'appât du gain. Mais il serait également dangereux d'oublier dans les analyses, pour le CICR et les autres acteurs présents sur les terrains des conflits, que « le nerf de la guerre » est multiforme et omniprésent, et que sa recherche peut conduire aux actes les plus barbares.

On notera le grand danger que feront porter sur les périodes de l'après-guerre les structures mafieuses, les habitudes de profits rapides «au bout de la kalashnikov» et les systèmes para-étatiques de trafic ou de captation des ressources, nés durant le conflit.

Enfin, le lecteur aura compris que si la guerre doit par nécessité être financée, l'économie des guerres civiles ne se résume pas à cette dynamique : des milliers de femmes et d'hommes luttent au quotidien pour survivre et favorisent donc une «autre économie au sein de la guerre civile». Vaste et passionnant sujet, qui reste largement à débroussailler : mais ceci est une autre histoire.

En tout cas, un ouvrage à mettre dans les mains de tous les acteurs humanitaires !

François Grunewald
Ancien délégué, consultant du CICR